



INTERVIEW

REGARDS CROISÉS : LES RAISONS, LES DIFFICULTÉS ET LES PISTES DES RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI-ACTEURS (RRMA) POUR RAPPROCHER ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET CEUX DE L'ESS

Entretien avec Mathilde Béziau, directrice de Pays de la Loire Coopération Internationale et directrice par intérim de SO Coopération (Nouvelle-Aquitaine), Éva Roué, directrice du Réseau Bretagne Solidaire, Yann Beaudemoulin, chargé de mission à Véli (Réunion), Clotilde Avenel, chargée de mission à Horizons Solidaires (Normandie) et Louison Henry, chargée de mission à Territoires Solidaires (Provence-Alpes-Côte d'Azur)

Pourquoi chercher à rapprocher acteurs de la solidarité internationale (SI) et acteurs de l'ESS ?

Mathilde : Les RRMA sont des acteurs de l'ESS. Acteurs SI et acteurs ESS ont de nombreux liens autour de valeurs, principes, approches qu'ils partagent. Même si beaucoup d'acteurs de l'ESS sont centrés sur des approches très locales, ils peuvent avoir des expériences et pratiques à partager avec des structures dans d'autres pays, qui n'ont pas forcément ce statut, mais qui se basent sur les mêmes principes. En parallèle, il existe dans les réseaux ESS, des parcours et dispositifs qui pourraient bénéficier aux acteurs que nous accompagnons.

Eva : Pour les acteurs de la SI, rencontrer ceux de l'ESS est vraiment important car cela permet de lier local et international. Les acteurs SI peuvent servir de passerelles entre écosystèmes ESS de différents pays. Il faut aussi insister sur le fait que les structures de SI appartiennent à l'ESS mais n'en ont pas conscience, alors qu'elles sont de la même famille et défendent des valeurs similaires.

Yann : À la Réunion, la SI a un ancrage particulier parce que notre localisation et les enjeux locaux font que la SI revient à de la coopération de proximité. Celle-ci s'appuie sur des relations humaines fortes avec des diasporas des pays voisins très présentes, donc il existe des liens naturels entre acteurs, notamment de l'ESS.

Louison : Élargir le cercle des structures est un objectif du réseau et les valeurs partagées avec les acteurs de l'ESS nous encouragent à dialoguer avec elles, à les amener à se projeter à l'international ou à poursuivre leur engagement en faveur de projets associatifs.

Clotilde : Notre collègue entreprises est largement sous-représenté au sein de notre réseau. Pour aller en chercher d'autres, le secteur de l'ESS nous paraît plus sensible à nos sujets. Plusieurs de nos administrateurs en sont issus, ce qui facilite les liens. Comme le dit Mathilde, on a beaucoup à apprendre des réseaux ESS en termes de méthode et d'organisation.

Quels liens existent déjà sur vos territoires et quels en sont les leviers et les barrières ?

Eva : Depuis un an, RBS s'est fortement rapproché de la CRESS Bretagne. Nous avons co-construit un événement dédié en juin dernier, en partenariat avec l'association Xylm, qui a une grande expérience de partenariat avec des acteurs ESS ici et au Togo. Ça a été une réussite. Malgré un plus grand nombre d'acteurs de la SI que de l'ESS, cela a permis d'enclencher une dynamique. RBS a produit un document de capitalisation qui permet de vulgariser ces éléments auprès des acteurs du réseau.

Nous, RRMA, avons la capacité de mettre en lien différents acteurs et d'amener les acteurs SI à jouer un rôle de passerelle entre écosystèmes. On voit de plus en plus d'acteurs de l'ESS qui se tournent vers l'international et ils sont parfois motivés par des acteurs SI. Autre levier important à travailler : les politiques publiques doivent soutenir ces écosystèmes. Nous avons proposé à la Région Bretagne de mettre en place un dispositif pour soutenir les projets de SI multi-acteurs. Cela commence à fonctionner.

Yann : À la réunion, nous avons aussi organisé un atelier « ESS et coopération internationale » mi-2025, pour rapprocher les acteurs et préparer notre venue au GSEF (Forum mondial de l'ESS) à Bordeaux fin 2025. La moitié des participants à l'atelier était de l'ESS et l'autre de la SI. L'atelier a été accueilli par une collectivité du territoire dans l'optique de rapprocher les services ESS et coopération. Les participants se sont rendu compte qu'ils ont beaucoup en commun mais ne se connaissent pas forcément. Ils ont identifié des pistes d'actions communes et ont demandé à renouveler l'organisation de ce genre de temps d'interconnaissance.

Clotilde : En Normandie, nous avons un groupe de travail « acteurs économiques » mais ceux sont davantage les acteurs de la SI qui vont vers ceux de l'ESS, que l'inverse. La CRESS Normandie a déposé le bilan en 2025, une nouvelle est en cours de création.

Nous travaillons par contre avec l'ARDES, structure qui accompagne les acteurs ESS. Un membre de leur équipe fait partie de notre comité de sélection du dispositif Ré-cital ODD, ce qui facilite le rapprochement, bien que la relation de partenariat reste à concrétiser.

Mathilde : En Pays de la Loire, la CRESS est membre du réseau depuis sa création. Leur représentant dans notre CA est très engagé et appuie plusieurs de nos commissions et dispositifs, dont notre incubateur, mais ce n'est pas pour autant évident d'engager des dynamiques et coopérations plus structurantes. Nous avons organisé des événements sur les partenariats associations-entreprises il y a quelques années, mais là aussi, le suivi ne va pas de soi. La 1ère étape d'interconnaissance est donc bien ancrée, mais nous avons du mal, en dehors de quelques exceptions, à passer à des projets concrets.

En Nouvelle-Aquitaine, la CRESS est aussi membre du réseau et inversement. Beaucoup de liens ont été créés au moment du GSEF, ainsi qu'avec la DRAJES et la DREAL pour valoriser les connections entre éducation au développement durable, ESS,

”

Même si beaucoup d'acteurs de l'ESS sont centrés sur des approches très locales, ils peuvent avoir des expériences et pratiques à partager avec des structures dans d'autres pays, qui n'ont pas forcément ce statut [...]

Photos :
Unsplash.com / Freepik.com



”

Nous, RRMA, avons la capacité de mettre en lien différents acteurs et d'amener les acteurs SI à jouer un rôle de passerelle entre écosystèmes. On voit de plus en plus d'acteurs de l'ESS qui se tournent vers l'international et ils sont parfois motivés par des acteurs SI. Autre levier important à travailler : les politiques publiques doivent soutenir ces écosystèmes.

éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, coopération et solidarité internationale. De plus, des entreprises de l'ESS ont déjà été accompagnées dans l'incubateur porté par SO Coopération. Plus récemment, dans le cadre de l'expérimentation de Maison de l'international appuyée par la Banque des Territoires, nous avançons avec des structures très diverses, de collectifs associatifs à des instituts de formations, pour co-incuber et co-accompagner des projets et valoriser ces liens entre ESS et CSI. Nous nous rapprochons également de France Active sur l'accompagnement car il arrive que certains acteurs ESS portent un volet international.

Louison : Notre première étape a été d'instaurer un dialogue avec les fondations après la réalisation d'un état des lieux régional. Ces structures, en tant que partenaires financiers, sont très sollicitées et ne sont pas forcément en quête de plus de visibilité, même si certaines perçoivent l'intérêt d'une mise en réseau. Pour aller plus loin, nous réalisons aujourd'hui un état des lieux des entreprises de l'ESS pour disposer d'un diagnostic et ajuster notre offre de services.

Clotilde : Il est vrai qu'il semble toujours plus simple d'aller vers des entreprises de l'ESS. Il existe pourtant un frein important : elles sont très focalisées sur leur territoire local, ce qui fait que l'idée de coopérer avec d'autres territoires à l'international leur semble très éloigné de leurs priorités. En Normandie, on se demande donc si elles



Photos :
Freepik.com

constituent la meilleure cible pour travailler avec les entreprises. Celles qui ne se revendiquent pas de l'ESS sont peut-être plus à même de s'ouvrir à l'international.

Yann : La réalité à la Réunion est un peu différente parce que nous travaillons déjà avec les acteurs de l'ESS. Avec France Active, nous nous orientons l'un vers l'autre des acteurs de nos réseaux. Nous travaillons étroitement avec la CRESS de la Réunion et puis nous avons ESS France Outre-Mer qui est très active. On essaie vraiment de collaborer et d'être complémentaires.

Si vous deviez mettre en valeur une initiative liant ESS et SI qui fonctionne, quelle serait-elle ?

Mathilde : En Pays de la Loire, une coopérative près de Saint-Nazaire hébergeant une ressourcerie a monté avec Mutualistes sans frontières, une association basée en région PACA, une plateforme de réemploi d'équipement médical. Ça part de tout un travail avec des mutuelles pour récupérer du matériel mais aussi pour former des équipes sur place. Ont ainsi été montés des centres optiques ou de soins dentaires en République Démocratique du Congo ou au Togo, qui sont normalement très coûteux mais dont



les équipements sont rapidement considérés comme obsolètes en France. Une plateforme logistique a donc été montée et basée à côté de Saint-Nazaire du fait du port, avec lequel il existe une convention lui donnant des tarifs préférentiels. Un entrepôt au sein de la ressource est dédié à ce projet, mais pour que le modèle économique soit pérenne, ils vont devoir élargir et sont donc revenus vers le RRMA pour les y aider. PDLCI a alors défendu l'importance d'une charte garantissant une série de principes et valeurs comme le fait de n'envoyer que du matériel à forte valeur ajoutée pour ne pas déstabiliser le marché local ni se défaire de n'importe quel matériel médical. Il s'agit aussi d'assurer l'appropriation des initiatives par les acteurs dans les pays partenaires en plus de leur formation.

En Nouvelle-Aquitaine, le fait d'avoir en des entreprises de l'ESS dans l'incubateur est sans doute le meilleur exemple, avec un vrai travail de sensibilisation par ces acteurs sur la provenance des matières premières, une rémunération juste des producteurs, ou encore les risques de la production traditionnelle du coton pour les personnes et la planète.

Eva : Xylm en Bretagne et STATT au Togo ont créé un réseau avec six structures bretonnes de l'ESS et huit togolaises sur l'alimentation durable, l'insertion et l'économie circulaire. D'abord fondé sur l'échange de pratiques, il va maintenant vers des projets concrets notamment sur la gestion des déchets au Togo. Sur le même format, RBS porte un réseau international sur l'agroécologie et l'alimentation durable entre la France, le Brésil, le Burkina, le Bénin et bientôt le Sénégal. Les objectifs sont d'échanger sur ces thématiques, renforcer les compétences et

monter des projets. Le réseau inclut des acteurs de l'ESS, des collectivités, des chercheurs et des paysans donc c'est vraiment multi-acteurs.

Yann : Notre réseau n'en est qu'à ses débuts mais nous sommes en train de créer un partenariat avec l'Université de la Réunion qui a un master en ESS en formation continue. Les étudiants sont donc des acteurs de l'ESS et l'université a trouvé pertinent d'ajouter un module sur la SI, considérant qu'il constituera une valeur-ajoutée pour ces professionnels-là.

Clotilde : Dans le cadre d'EXPLOR, nous appuyons la mission d'une personne d'une entreprise de l'ESS, Tourisme et Développement Solidaire, pour soutenir une association normande, Les Amis du Printemps Arabe et de la Tunisie, qui développe dans le sud tunisien un réseau de tourisme équitable et solidaire, encore en phase de diagnostic.

En conclusion, vos priorités pour rapprocher SI et ESS dans les prochaines années ...

Louison : L'interconnaissance. Ré-interroger nos modes de gouvernance et d'action, confronter nos expériences d'accompagnement, construire ensemble des ponts entre acteurs de l'ESS et de la SI.

Eva : Donner envie aux acteurs, donc travailler l'argumentaire. Ça passe aussi par des témoignages de projets qui fonctionnent donc on va poursuivre la valorisation de ce que l'on fait déjà. RBS siège maintenant à la CRESS où le réseau représente le secteur SI. Il nous faut également renforcer les dispositifs proposés

par les politiques publiques et enfin amener les acteurs de la SI à aller vers les acteurs locaux qui ont des compétences et servir de passerelle entre écosystèmes.

Mathilde : Dans les deux régions, développer des initiatives conjointes en apportant la preuve par l'exemple, mais par des biais différents. Des rendez-vous, des outils et plaquettes, nous en faisons beaucoup mais ils ne suffisent pas. Il nous faut identifier deux ou trois initiatives qu'on puisse accompagner et qui serviront demain pour en inciter d'autres. En Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de la Maison de l'international, l'idée serait d'accompagner quelques projets à plusieurs pour tester et commencer à modéliser. En Pays de la Loire, nous devons plutôt faire du lien entre acteurs de l'ESS et des structures accompagnées dans différents pays par nos partenaires pour mettre en avant les échanges de pratiques et les intérêts communs.

Yann : Pour nous, c'est le bon moment car on lance le réseau donc il est important d'intégrer les acteurs ESS dès le début. On aura notre AG constitutive en juin, avec un collège d'acteurs de l'ESS et entreprises du secteur privé au sein de notre gouvernance. Nous allons ensuite continuer à faire du lien avec France Active et ESS France Outre-Mer, entre autres, pour rapprocher nos offres d'accompagnement.

Clotilde : Travailler à l'émergence de la nouvelle CRESS pour inclure l'international dans leur charte et essayer de s'associer à leur collège associations. C'est un pari sur le long terme.